

C.C.A.P.
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

**ENTRETIEN ET MAINTENANCE DES GROUPES ELECTROGENES DU CENTRE HOSPITALIER DE
SAINT-DENIS**

**La procédure est passée en application des dispositions du Code la Commande Publique
(Ci-après « le Code ») :**

Procédure adaptée : articles L. 2123-1 et R. 2123-1-1 et R. 2123-4/5/6/ du Code
&
Accord-cadre Mono-attributaire : article –L.2125-1 et du Code ;
&
A bons de commandes : articles R.2162-2-2°, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code ;

POUVOIR ADJUDICATEUR

CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-DENIS
ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT PLAINE DE FRANCE
Direction des Achats
2, rue du Docteur Delafontaine
93200 SAINT-DENIS CEDEX

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET	3
ARTICLE 2	ALLOTISSEMENT	3
ARTICLE 3	LIEU(X) D'EXECUTION	3
ARTICLE 4	FORME DE DU MARCHE.....	3
ARTICLE 5	PROCÉDURE	3
ARTICLE 6	TECHNIQUE D'ACHAT	4
ARTICLE 7	DUREE DU MARCHE.....	4
ARTICLE 8	DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 9	SOUS-TRAITANCE - CO-TRAITANCE.....	4
ARTICLE 10	MODALITES D'EXECUTION.....	6
ARTICLE 11	DELAI D'EXECUTION	7
ARTICLE 12	DECISION D'ADMISSION.....	7
ARTICLE 13	MODALITE DE DETERMINATION DES PRIX.....	8
ARTICLE 14	REVISION DES PRIX.....	9
ARTICLE 15	CLAUDE DE SAUVEGARDE	11
ARTICLE 16	PAIEMENT ET MISE EN PAIEMENT DES DECOMPTES MENSUELS	11
ARTICLE 17	CESSION DE CREANCE.....	13
ARTICLE 18	ASSURANCES DU TITULAIRE	13
ARTICLE 19	PENALITES	13
ARTICLE 20	RESILIATION	14
ARTICLE 21	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES	16
ARTICLE 22	REGLEMENT DES DIFFERENDS RELATIFS A L'ACCORD-CADRE	16
ARTICLE 23	TRIBUNAL COMPETENT	16
ARTICLE 24	DEROGATIONS AU CCAG APPLICABLE	17

PREAMBULE :

Le GHT Plaine de France se compose de deux établissements :

- Le Centre Hospitalier de Saint-Denis (établissement support, CHSD);
- Le Centre Hospitalier de Gonesse (établissement partie, CHG).

A ce titre, le Centre Hospitalier de Saint-Denis assure pour le compte de l'établissement partie :

- La procédure de passation et la signature des marchés ;
- La réalisation et la signature de tous les actes juridiques portant modification du ou des marchés (avenant, certificat administratif, reconduction, résiliation)

Tous les échanges liés aux actes juridiques concernant la passation et la modification des contrats doivent être impérativement adressés Par voie dématérialisation sur le profil acheteur du GHT Plaine de France plateforme de dématérialisation de l'état PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

L'exécution du présent contrat (commandes, réceptions, liquidations, paiements) relève du Centre Hospitalier de Saint-Denis.

ARTICLE 1 OBJET

Le présent marché a pour objet l'entretien et la maintenance des cinq groupes électrogènes du Centre Hospitalier de Saint-Denis.

Le titulaire s'engage à effectuer toutes les prestations nécessaires en vue du fonctionnement normal et permanent de l'ensemble des installations, dans les conditions réglementaires de sécurité, et après validation de la Direction des Services Techniques.

Les prestations concernées par ledit marché sont précisées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

ARTICLE 2 ALLOTISSEMENT

Le marché n'est pas alloti : les prestations objets du marché sont indissociables.

ARTICLE 3 LIEU(X) D'EXECUTION

CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-DENIS

2, Rue du Docteur Delafontaine
93 200 Saint-Denis

ARTICLE 4 FORME DE DU MARCHE

Le marché est un marché de prestation de services, relevant du CCAG Fournitures Courantes et Services.

ARTICLE 5 PROCÉDURE

La présente consultation est passée selon procédure adaptée : articles L. 2123-1 et R. 2123-1- 1 et R. 2123-4/5/6/ du Code.

ARTICLE 6 TECHNIQUE D'ACHAT

Le contrat est un accord-cadre mono-attributaire : article –L.2125-1 du Code ;

A bons de commandes : articles R.2162-2-2°, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code.

L'accord-cadre est conclu sans minimum et un maximum 50 000 € par an en application de l'article R.2162-4 du Code.

ARTICLE 7 DUREE DU MARCHÉ

La date prévisionnelle de début du marché est fixée au 18 Juillet 2025 et jusqu'au 31 Juillet 2026.

Le marché est conclu pour une durée ferme d'un an à compter de la date de notification.

Le marché sera renouvelable trois fois par reconduction tacite pour une période d'un an sans que la durée cumulée du marché ne puisse excéder quatre ans, soit le 31 Juillet 2029.

Le Titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Le Centre hospitalier de Saint-Denis peut, ne pas reconduire le marché moyennant un préavis de 4 mois, soit avant le 1 janvier de chaque année. Cette décision est notifiée par tout moyen (y compris électronique dont il est accusé réception par le Titulaire) permettant de lui donner une date certaine. Le Titulaire n'a droit à aucune indemnité en cas de non reconduction.

ARTICLE 8 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- Le formulaire d'acte d'engagement (ATTI1),
- Le bordereau de Décomposition du Prix Global de Forfaitaire (DPGF)
- Le DQE
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières,
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières
- Le **Cahier des Clauses Administratives Générales** applicable aux marchés publics de services (CCAG – Fournitures Courantes et Services) version au 1^{er} avril 2021, approuvé par arrêté du 30 mars 2021. Ce document d'ordre général n'est pas joint matériellement au marché, mais il est téléchargeable sur le site de <http://www.legifrance.gouv.fr>. Les candidats déclarent expressément le connaître, s'y référer et l'accepter. Il est applicable pour tout ce à quoi il n'est pas formellement dérogé par le présent CCAP.

ARTICLE 9 SOUS-TRAITANCE - CO-TRAITANCE

9.1 Sous-traitance

Le Titulaire ne pourra, sans l'accord préalable du Centre Hospitalier de Saint-Denis, céder à des sous-traitants une ou plusieurs parties de ses travaux, ou en faire apport à une société ou un groupement.

9.1.1 Acceptation des sous-traitants et agrément des conditions de paiement

Conformément à la loi n° 75.1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance modifiée, une partie de l'exécution du marché peut être sous-traitée à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Seuls les marchés de travaux et de services peuvent être sous-traités.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur interdit au titulaire du présent marché de modifier la liste des sous-traitants remis lors de la consultation si ce changement, après la notification du marché, remet en cause les capacités techniques et moyens qui ont été jugés pour l'exécution, capacités qui ont permis d'effectuer le choix de l'offre la plus intéressante.

Chaque sous-traitant doit faire l'objet d'une déclaration de sous-traitance et ce quel que soit son rang dans la chaîne de sous-traitance (sous-traitant de 1^{er} rang et de second rang).

Pour chaque sous-traitant, la déclaration de sous-traitance est fournie au pouvoir adjudicateur :

- soit au moment du dépôt de l'offre par le candidat. Dans ce cas, le formulaire DC4 « déclaration de sous-traitance » constituant alors une annexe à l'acte d'engagement a été signé(e) par le candidat et le sous-traitant, puis notifié par le pouvoir adjudicateur.
- soit après le dépôt de l'offre par le titulaire du marché, en cours d'exécution. Pour ce faire, il conviendra de remplir le formulaire DC4 « déclaration de sous-traitance ». La déclaration constituera un acte spécial dont la signature par le titulaire du marché, le sous-traitant et le pouvoir adjudicateur vaudra acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement.

Le Centre Hospitalier de Saint-Denis pourra refuser tout sous-traitant qui ne présenterait pas les capacités nécessaires pour l'exécution du marché.

Toute demande de présentation d'un sous-traitant devra être transmise avant le début de la prestation sous-traitée.

Le Centre Hospitalier pourra demander au titulaire de fournir la copie du contrat de sous-traité établi avec le sous-traitant.

Seuls les sous-traitants de 1^{er} rang bénéficient du paiement direct dès lors que le contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC et uniquement pour la partie du marché public dont ils assurent l'exécution.

Il appartient au sous-traitant de 1^{er} rang, qui fait appel à un sous-traitant, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant, dit de second rang, par le pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant de 1^{er} rang ne peut confier à son sous-traitant la totalité des prestations dont il a la charge.

Le titulaire du marché demeure responsable de l'ensemble des prestations exécutées au titre du marché, par lui-même et par les sous-traitants. Il en résulte que des pénalités pourront être appliquées au titulaire du marché alors qu'un manquement serait imputable à un sous-traitant.

Avant de transmettre la déclaration de sous-traitance au pouvoir adjudicateur, le sous-traitant de 1^{er} rang est tenu d'obtenir l'accord du titulaire, et doit justifier de cette autorisation auprès de l'acheteur public. De même, le titulaire du marché doit être tenu informé de l'acceptation et de l'agrément des conditions de paiement de tout nouveau sous-traitant d'un de ses sous-traitants.

En cas de déclaration d'un sous-traitant de 2nd rang, il conviendra d'utiliser le formulaire DC4 cité ci-avant, sous réserve de son adaptation par le sous-traitant du 1^{er} rang. La déclaration de sous-traitance devra alors être signée par le sous-traitant de 1^{er} rang et par le sous-traitant de 2nd rang, et être transmise au pouvoir adjudicateur.

Nota :

- ✚ Le DC4 doit être signé par le sous-traitant et par le titulaire. Aussi, toute modification ne sera valablement acceptée qu'avec l'accord des deux parties.
- ✚ Le titulaire ne pourra valablement être rémunéré que pour la part du marché qui n'aura pas été sous-traitée.

9.2 Co-traitance

Le candidat peut se présenter seul ou dans le cadre d'un groupement d'entreprises. En cas de présentation sous forme de groupement, l'acheteur ne souhaite pas imposer de forme de groupement particulier.

ARTICLE 10 MODALITES D'EXECUTION

Les prestations devront être réalisées complètes et conformes tant aux stipulations du présent C.C.A.P. que du C.C.T.P. joint.

Conformément à l'article 13.2 du C.C.A.G. – F.C.S., la date d'expiration du délai d'exécution de la prestation dans les locaux du pouvoir adjudicateur est la date d'achèvement de la prestation.

Les fréquences des prestations d'entretien et de maintenance sont les suivantes:

➤ **Entretien préventif :**

1. GROUPE ELECTROGENE DELAFONTAINE N° 1 : BLOC MEDICO-CHIRURGICAL
 - Visites électriques : Quatre visites ;
 - Visite mécanique : Une visite annuelle de mécanicien et analyse d'huile (Visite mécanique) ;
 - Visite de vidange : Une visite annuelle ;
 - Essais : Douze essais en charge annuels de 1 heure ;
2. GROUPE ELECTROGENE DELAFONTAINE N° 2 : PERINATALITE (1)
 - Visites électriques : Quatre visites annuelles ;
 - Visite mécanique : Une visite annuelle et analyse d'huile ;
 - Visite de vidange : Une visite annuelle.
3. GROUPE ELECTROGENE DELAFONTAINE N° 3: PERINATALITE (2)
 - Visites électriques : Quatre visites annuelles ;
 - Visite mécanique : Une visite annuelle et analyse d'huile ;
 - Visite de vidange : Une visite annuelle.
4. GROUPE ELECTROGENE N° 4: HOPITAL CASANOVA / GROUPE MOBILE
 - Visites électriques : Quatre visites ;
 - Visite mécanique : Une visite annuelle de mécanicien et analyse d'huile (Visite mécanique) ;
5. GROUPE ELECTROGENE N° 5: HÔPITAL CASANOVA
 - Visites électriques : Quatre visites ;
 - Visite mécanique : Une visite annuelle de mécanicien et analyse d'huile (Visite mécanique) ;

Les visites préventives seront détaillées dans un calendrier de visite établi en concertation avec les services techniques du CHSD. En cas d'empêchement, le titulaire sera tenu de faire connaître son indisponibilité dans les plus brefs délais.

➤ **Maintenance curative:**

Les opérations de maintenances curatives seront réalisées les jours ouvrés du lundi au vendredi de 08h30 à 16h00.

En cas d'urgence, le titulaire pourra être amené à intervenir le week-end, les jours fériés et en dehors des heures indiquées précédemment. Le titulaire du présent marché devra être en mesure d'assurer une astreinte 24h/24 et 7j/7.

Le titulaire s'engage à intervenir dans un délai de 2h à compter de la demande émise par le Centre Hospitalier de Saint-Denis. (période normale et en cas d'urgence).

Les interventions qui nécessiteront la fourniture de pièces de rechange feront l'objet devront donner à lieu à l'établissement d'un devis. Le devis accompagné d'un certificat de conformité et/ou compatibilité du fournisseur devra être transmis dans un délai de 3 jours à compter de la demande des Services Techniques.

En cas de non-respect des délais d'exécution, il est fait application des pénalités de retard prévues au présent marché.

ARTICLE 11 DELAI D'EXECUTION

Les prestations de maintenance sont exécutées sous la conduite de la Direction des Services Techniques.

A ce titre, l'exécution des prestations fera l'objet de vérification avant admission, dont les modalités sont fixées conformément aux articles 23 et 24 du C.C.A.G.-F.C.S. en vigueur.

C'est pourquoi, pour faciliter ce contrôle, l'entrepreneur sera tenu d'informer les Services Techniques de la date prévue de ses interventions.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par la personne responsable du marché dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

ARTICLE 12 DECISION D'ADMISSION

Les prestations de maintenance sont exécutées sous la conduite des Services Techniques du Centre Hospitalier de Saint-Denis.

A ce titre, l'exécution des prestations fera l'objet de vérification avant admission, dont les modalités sont fixées conformément aux articles 28 et 29 du C.C.A.G.-F.C.S. en vigueur.

La décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, sera prononcée par le Centre Hospitalier de Saint-Denis conformément à l'article 30 du C.C.A.G.-F.C.S., dans un délai de 15 jours à compter de la livraison ou réputée admise à l'issue de ce délai en absence de toute décision.

ARTICLE 13 MODALITE DE DETERMINATION DES PRIX

13.1 Contenu des prix

Les prix sont Hors Taxes, ils sont exprimés en euros.

13.1.1 Contenu des prix des prestations du marché

Les prix des prestations préventives comprennent l'ensemble des frais nécessaires à la réalisation des prestations tel que le coût de la main d'œuvre, l'outillage, les assurances, les frais de déplacement, les essais, les livraisons et transports, les hébergements, la restauration, etc.

Les prix des prestations de maintenance préventive sont fixés forfaitairement dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

13.1.2 Contenu des prix de la prestation de maintenance corrective

Les interventions de maintenance corrective donnent lieu au paiement de toutes les prestations nécessaires à leur réalisation :

a) Prix de la main d'œuvre

La main d'œuvre est rémunérée suivant le nombre d'heures d'intervention et suivant la qualification du technicien et conformément au prix unitaire inscrit à l'acte d'engagement.

b) Prix du déplacement

Le prix du déplacement du titulaire est rémunéré en fonction du prix unitaire inscrit à l'acte d'engagement.

Le prix d'acquisition des fournitures devra être également justifié sur facture acquittée par le prestataire à son fournisseur. **Le coefficient des pièces détachées ne devra pas dépasser en aucun cas 1,20 sur le montant hors taxe remisé (facture à joindre en justificatif).**

Si le titulaire a proposé un coefficient minoré dans son offre, ce coefficient sera contractualisé.

13.1.3 Expertise au préalable des installations : aucun coût supplémentaire

L'attention du titulaire est attirée sur le fait qu'il ne peut être versé aucun supplément de prix au titre de l'exécution des prestations de maintenance (préventive et corrective)

En qualité de professionnel, le titulaire est réputé avoir réalisé avant remise de son offre, une expertise des installations à maintenir.

Le titulaire est ainsi réputé avoir évalué le nombre de déplacements, les heures de main d'oeuvre, les quantités de consommables et/ou pièces nécessaires pour réaliser ses prestations. Son évaluation est également réputée être réalisée en fonction de la durée de vie, des niveaux de criticités et de taux de panne habituellement rencontrés dans sa profession pour ces types.

ARTICLE 14 REVISION DES PRIX

Le marché est passé à prix révisables

Les prix seront fermes pour une durée de 12 mois à compter de la date d'effet du marché.

En application de l'article R.2112-13 du Code, les prix du marché sont révisables annuellement à la date d'anniversaire de reconduction sur la base de l'évolution du tarif du titulaire.

14.1 Modalités de révision des prix

La demande de révision des prix devra être adressée par le Titulaire au centre hospitalier de Saint-Denis dans les conditions ci-dessous :

Pour des raisons de traçabilité et pour éviter toute perte de documents, litige, ou retard, le titulaire doit impérativement veiller à faire cet envoi par voie dématérialisée :

via mail à l'adresse cdm@ch-stdenis.fr

Le Titulaire doit obligatoirement faire figurer sur sa nouvelle proposition le prix initial et le nouveau prix.

Le titulaire transmet tous les éléments justifiant l'évolution des prix au moins (2) deux mois avant la date anniversaire du marché.

Le centre hospitalier de Saint-Denis vérifie le nouveau tarif du titulaire. Le centre hospitalier donnera position au plus tard (1) mois avant la date d'anniversaire du marché.

Au cas où le Titulaire ne respecterait pas les modalités de mise en œuvre ci-dessus (forme et dates), les prix initiaux seront automatiquement reconduits aux mêmes conditions pour les périodes précisées ci-dessus, sans intervention du centre hospitalier de Saint-Denis.

Le demandeur adressera sa demande accompagnée d'un fichier Excel présentant les informations suivantes :

- Références et libellés la demande de révision des prix
- Prix HT à date de la demande
- Nouveau prix HT
- Pourcentage d'augmentation ou de baisse à 2 décimales en résultant

14.1.1 Révision des prix des prestations du marché

Les prix de ces prestations sont révisés annuellement, à la date anniversaire du marché si celui-ci est reconduit. Le cas échéant, les prix sont révisés en application de la formule paramétrique suivante :

$$P = P0 \times [0,125 + 0.875 \times [(0,70 \times (ICHT/ICHT0)) + (0,30 \times (MIG EBI/MIG EBI0))]]$$

Dans laquelle :

P = prix révisé des prestations en € HT,

P0 = prix initial en € HT.

MIG EBI : indice mensuel de prix de production de l'industrie française pour le marché français - prix de marché - MIG EBI - Energie et biens intermédiaires connu le mois précédent la date de révision, publié sur le site Internet de l'INSEE (www.insee.fr) à partir de l'identifiant : **001652128**.

ICHT rev : indice mensuel du coût horaire du travail révisé, salaires et charges dans l'Industrie mécanique et électrique (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) – ICHT - connu le mois précédent la date de révision, publié sur le site Internet de l'INSEE (www.insee.fr) à partir de l'identifiant : **001565183**.

ICHT rev0 et **MIG EBIO** : derniers indices connus le mois précédent la date d'anniversaire du marché (pour la première révision).

Après chaque révision, les valeurs ICHT et MIG EBI deviennent les valeurs ICHT0 et MIG EBIO de la révision suivante.

En cas de disparition d'un des indices, le calcul de la révision s'effectue sur l'indice de remplacement le plus proche disparu.

Les nouveaux prix, dûment révisés, entrent en vigueur à compter de la date d'anniversaire du marché. Ils s'appliquent aux commandes émises à compter de leur entrée en vigueur.

14.1.2 Révision des prix de la maintenance corrective

Révision du coût de la main d'œuvre :

Les coûts horaires de la main d'oeuvre indiqué à l'acte d'engagement sont révisés annuellement, à la date d'anniversaire du marché si celui-ci est reconduit, en application de la formule paramétrique suivante :

$$P = PO \times [0,125 + (0,875 \times (ICHT / ICHT0))]$$

Dans laquelle :

P : prix révisés de la main d'oeuvre ;

PO : prix initiaux de la main d'oeuvre.

ICHTrev : indice mensuel du coût horaire du travail révisé, salaires et charges dans l'Industrie mécanique et électrique (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) connu le mois précédent la date de révision, publié sur le site Internet de l'INSEE (www.insee.fr) à partir de l'identifiant : **001565183**.

ICHTrev0 : dernier indice connu le mois précédent la date anniversaire du marché (pour la première révision).

Après chaque révision, la valeur ICHT devient la valeur ICHT0 de la révision suivante.

En cas de disparition de l'indice, le calcul de la révision s'effectue sur l'indice de remplacement le plus proche disparu.

Les nouveaux prix, dûment révisés, entrent en vigueur à compter de la date d'anniversaire du marché. Ils s'appliquent aux commandes émises à compter de leur entrée en vigueur.

Révision du coût de déplacement :

Le coût de déplacement du titulaire à l'acte d'engagement est révisé annuellement, à la date anniversaire du marché si celui-ci est reconduit, en application de la formule paramétrique suivante :

$$P = P0 \times [0,125 + (0.875 \times (IPC / IPC0))]$$

Dans laquelle :

P : prix révisés du déplacement,

P0 : prix initiaux du déplacement.

IPC : indice mensuel, ensemble des ménages, France – Nomenclature COICOP : 07.2.2.1 – Gazole connu le mois précédent la date de révision, publié sur le site Internet de l'INSEE (www.insee.fr) à partir de l'identifiant : **001763656**.

IPC0 : dernier indice connu le mois précédent la date anniversaire du marché (pour la première révision).

Après chaque révision, la valeur IPC devient la valeur IPC0 de la révision suivante.

En cas de disparition de l'indice, le calcul de la révision s'effectue sur l'indice de remplacement le plus proche disparu.

Les nouveaux prix, dûment révisés, entrent en vigueur à compter de la date anniversaire du marché. Ils s'appliquent aux commandes émises à compter de leur entrée en vigueur.

ARTICLE 15 CLAUSE DE SAUVEGARDE

Le Centre Hospitalier se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du contrat à la date de la révision du bordereau de prix, du changement de tarif, lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 2 % l'an.

ARTICLE 16 PAIEMENT ET MISE EN PAIEMENT DES DECOMPTES MENSUELS

16.1 Mode de règlement

Mode de règlement :

Le paiement s'effectuera par mandat administratif selon les règles de la comptabilité publique.

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiements équivalents à condition que le service soit fait.

Une suspension du délai de paiement peut être également prononcée en cas d'erreur dans la facturation du fait du titulaire, signifiée par le Centre Hospitalier par courrier recommandé avec accusé de réception, conformément à l'article 8 du CCAG.

Le titulaire devra respecter le cas échéant son engagement de remise ou d'escompte présenté dans son offre.

16.2 Présentation des demandes de paiement

La facture tenant lieu de mémoire devra obligatoirement être émise à l'adresse suivante :

Centre Hospitalier de Saint-Denis
Services Techniques

Elle sera établie en double exemplaire, sera accompagné des fiches d'interventions, des devis approuvés (le cas échéant) et précisera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro SIREN du fournisseur,
- le numéro du marché,
- le numéro et la date du bon de commande,
- la désignation exacte, en clair, des prestations effectuées, ainsi que leurs références,
- les références du bon de livraison,
- le prix unitaire hors taxes avant remise éventuelle,
- le taux et le montant de la TVA et des éventuelles taxes annexes,
- le montant TTC de la prestation exécutée,
- un relevé d'identité bancaire ou postal.

Un des exemplaires portera la mention « original », l'autre la mention « copie ».

Les bons de livraison concernés par la facture devront systématiquement être joints.

Les factures non référencées à un numéro de commande, et/ou dépourvu de leurs justificatifs (bon de livraison, devis approuvés,) seront systématiquement retournées à leur auteur.

La facturation est établie trimestriellement, selon l'avancement des prestations objet du marché, concernant la maintenance préventive.

En cas de groupement, la facture fait apparaître pour chaque opérateur, le montant des travaux effectués par l'opérateur économique.

En cas de sous-traitance avec paiement direct ; le titulaire joint à sa demande de paiement une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné.

Le pouvoir adjudicateur vérifie, et rectifie éventuellement, la demande de paiement en faisant apparaître les avances à rembourser, les pénalités et les réfections imposées au titre du présent marché.

A noter que les numéros et intitulés complets du compte courant précisé sur l'acte d'engagement devront obligatoirement être rappelés sur chaque facture présentée.

Aucun règlement ne pourra être effectué par virement à un compte différent de celui précisé sur l'acte d'engagement sauf en cas de changement de domiciliation bancaire.

Dans ce cas, il appartiendra au titulaire d'en aviser la Direction des Services Achats et de lui communiquer le numéro et l'intitulé du nouveau compte au profil duquel les règlements devront être effectués.

Toutefois, dans le respect du calendrier défini par la loi du 3 janvier 2014, les entreprises devront transmettre leurs factures sous forme dématérialisée via le site «<https://chorus-pro.gouv.fr>».

A ce titre, les factures dématérialisées adressées au Centre Hospitalier de Saint-Denis devront comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET 269 301 016 000 11, qui identifiera le Centre Hospitalier de Saint-Denis en tant que destinataire de votre facture,
- le code service «TECH_RCM » qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure,
- le numéro du bon de commande,
- le numéro du marché.

16.3 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit, et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est le taux de l'intérêt de la Banque Centrale Européenne à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de 8 points, plus une indemnité forfaitaire de 40 euros. Le comptable assignataire est le Trésorier Principal de Saint-Denis.

ARTICLE 17 CESSIION DE CREANCE

En cas de cession de créance, le pouvoir adjudicateur remet, au titulaire, à sa demande un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de créance du marché.

Le titulaire s'engage à remettre à l'établissement de crédit cessionnaire ces documents, afin que ce dernier puisse notifier la cession à l'agent comptable.

Cette garantie s'applique aux éléments d'équipements dissociables de l'ouvrage.

ARTICLE 18 ASSURANCES DU TITULAIRE

Le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 et 1384 du Code Civil et garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages corporels et matériels causés par l'exécution des prestations. De même qu'il est couvert au titre des responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 s. et 2270 du Code Civil.

Le titulaire s'engage à renouveler sa police d'assurance pendant toute la durée du marché. A cet effet, il s'engage à remettre à la personne publique, dans un délai de 8 jours à compter de la notification ou de la reconduction du présent marché, l'attestation annuelle justifiant de cette souscription

ARTICLE 19 PENALITES

19.1 Généralités sur les pénalités

Toute inexécution des obligations stipulées par le présent marché par non intervention dans les délais prévus, soit par mauvaise exécution des prestations, soit par retard, donne lieu à des pénalités.

En cas de retard ou dysfonctionnement répété, de défaillances dans la prestation, le titulaire encourt la résiliation du marché à ses torts et à ses frais, après une mise en demeure préalable.

L'application des pénalités peut être exceptionnellement reconsidérée suite à la demande dûment justifiée du titulaire du marché et après acceptation de l'établissement concerné.

Le titulaire du marché s'oblige à déduire de ses factures le montant des pénalités qui lui auront été notifiées.

Dans le cas contraire, le centre hospitalier de Saint-Denis retiendra le montant des pénalités par émission d'un titre exécutoire notifié au titulaire ou par réfaction sur facture. Le pouvoir adjudicateur établit un mémoire indiquant les périodes de pénalités concernées et leurs montants.

19.2 Pénalités pour retard

Dans le cas d'une prestation incomplète ou de retard dans la prestation, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer des pénalités.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS, en cas de retard dans les délais d'exécution mentionnés dans le présent marché, le titulaire encourt une pénalité de 200€ par jour de retard.

En cas de nonintervention dans un délai de 2h à compter de la demande émise par le Centre Hospitalier de Saint-Denis. (période normale et en cas d'urgence) le Titulaire encourt une pénalité de 100€ HT par heure de retard.

19.3 Pénalités pour indisponibilité (marché de maintenance) et de retard dans la remise des résultats d'interventions

Par dérogation à l'article 14.2.5 du C.C.A.G.-F.C.S., et s'agissant d'une maintenance sur site, la durée d'indisponibilité maximale est fixée à 4 heures ouvrées.

En cas d'indisponibilité, le titulaire encoure une pénalité de 200€HT par jour d'indisponibilité et par groupe électrogène.

En cas de retard dans la remise résultats d'interventions suite à une mise en demeure 200€HT par jour de retard suite à la réception de la mise en demeure.

Cette pénalité est cumulable avec les pénalités pour retard prévues à l'article 9.1.1

19.4 Réfaction

Conformément aux dispositions de l'article 30.3 du C.C.A.G.-F.C.S., Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Les marchandises ou matériel n'ayant pu être servis du fait de leur qualité insuffisante seront reprises par le prestataire.

ARTICLE 20 RESILIATION

20.1 Conditions de résiliation

Le marché peut être résilié en application des dispositions du Chapitre 7 du C.C.A.G.-F.C.S.
Le Centre Hospitalier de Saint-Denis peut à tout moment mettre un terme à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché par une décision de résiliation prise conformément aux articles 38 et 41 du C.C.A.G. – F.C.S.

Une possibilité de résiliation sans indemnité aux torts du titulaire sera particulièrement appliquée dans les cas suivants :

- . Les manquements répétés du titulaire dans le cadre de son obligation de prestation.
- . L'indisponibilité pendant plus de 30 jours.

Outre ces cas bien spécifiques, il sera fait application des dispositions des articles 41.1, 41.2 et 41.3 du C.C.A.G.-F.C.S. en cas de résiliation aux torts du titulaire.

20.2 Conséquences de la résiliation du marché

Le Centre Hospitalier de Saint-Denis continuera à régler les demandes de paiement émises par le titulaire au titre des prestations réalisées. En cas de résiliation pour faute, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, en cas de résiliation du marché, pour motif d'intérêt général, par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation (calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises) un pourcentage égal à 2 % du montant du marché.

20.3 Exécution aux frais et risques

En cas d'inexécution par le titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, ou en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire exécuter les prestations par un tiers de son choix, aux frais et risques du titulaire,

Il doit en être fait mention expressément dans la décision de résiliation.

Il en ira de même dans le cas de prestation ne pouvant, par sa nature, souffrir d'aucun retard ou en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

Le coût réel d'intervention du titulaire nouvellement désigné est déterminé loyalement et de bonne foi sur la base du prix de revient, correspondant au prix du matériel, de la main d'œuvre et de l'application d'une marge conforme aux règles du marché, laquelle ne pourra en aucun cas être supérieure à 20 %.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, en résultant, sera mise de plein droit à la charge du titulaire et automatiquement déduite de la plus prochaine facture mise en paiement à son encontre. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 21 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Lorsque Le titulaire n'exécute pas ou ne respecte pas une obligation quelconque lui incombant en vertu de l'accord-cadre, le centre hospitalier de Saint-Denis est en droit, moyennant le respect de la procédure mentionnée ci-après, d'annuler en tout ou partie le ou les bons de commande concerné(s) par les manquements du Titulaire (dans le cas où un bon de commande a été émis), sans préjudice de tous les autres droits, actions et recours dont il peut disposer en vue de la réparation du préjudice qu'il peut éventuellement avoir subi. Cette annulation n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice du Titulaire.

Le centre hospitalier de Saint-Denis peut pourvoir aux prestations aux frais et risques du Titulaire, lorsque l'inexécution concerne une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard.

En cas de différence de prix au détriment du centre hospitalier de Saint-Denis, celle-ci est mise de plein droit à la charge du Titulaire et obligatoirement déduite des factures présentées à son profit.

En cas de non-présentation de factures, un titre de recette sera émis par le centre hospitalier de Saint-Denis.

ARTICLE 22 REGLEMENT DES DIFFERENDS RELATIFS A L'ACCORD-CADRE

22.1 Règlement à l'amiable

Le centre hospitalier de Saint Denis et le titulaire de l'accord-cadre s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à son interprétation ou à son exécution.

Tout différend entre le titulaire et le Centre hospitalier de Saint Denis doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'une lettre de réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Cette lettre doit être communiquée au Centre hospitalier de Saint Denis dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le Centre hospitalier de Saint Denis dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception de la lettre de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

ARTICLE 23 TRIBUNAL COMPETENT

En cas de contestations relatives au déroulement de la présente consultation et pendant l'exécution du marché, le tribunal administratif de Montreuil sera seul compétent à statuer sur l'objet du litige, conformément à la législation en vigueur.

Tribunal Administratif de Montreuil
7 rue Catherine Puig
93558 MONTREUIL Cedex
Tél : 01 49 20 20 00
Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

ARTICLE 24 DEROGATIONS AU CCAG APPLICABLE

Par dérogation à l'article 1 du CCAG-FCS, le présent CCAP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG-FCS, ces dernières sont précisées directement dans les articles du présent CCAP concernés par ces dérogations.

Les Conditions Générales de Vente du Titulaire (CGV) du Titulaire ou plus largement toutes réserves aux exigences définies dans les CCAP ne sont pas applicables et sont d'office, exclues de l'accord-cadre sans qu'il ne soit nécessaire pour le centre hospitalier de Saint-Denis de prendre une décision spécifique en ce sens.